



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2026/386T

Arrêté portant interdiction de stationnement et restriction de circulation, dans le cadre de travaux d'aménagement des trottoirs, rue Paul Codos et boulevard Devaux à Poissy, du 27 avril 2026 au 6 juillet 2026

Le Maire,

Vu la demande en date du 31 mars 2026, par laquelle la société Jean Lefebvre sollicite des mesures de restriction de stationnement et d'autorisation de circulation, afin de permettre la réalisation de travaux d'aménagement des trottoirs, rue Paul Codos et boulevard Devaux, à Poissy, du 27 avril 2026 au 6 juillet 2026,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, dans diverses voies de Poissy,

Considérant que des travaux d'aménagement des trottoirs doivent être réalisés par la société Jean Lefebvre, du 27 avril 2026 au 6 juillet 2026, rue Paul Codos et boulevard Devaux à Poissy,

Considérant que, dans ce cadre, la Société Jean Lefebvre utilisera des véhicules de plus de 3,5 tonnes,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRÊTE :

Article 1 :

Du 27 avril 2026 au 6 juillet 2026, dans le cadre des travaux d'aménagement des trottoirs, par la société Jean Lefebvre, rue Paul Codos et boulevard Devaux à Poissy :

- Un rétrécissement de chaussée sera mis en place, rue Paul Codos à Poissy.
- Le stationnement sera interdit du 10 au 20 boulevard Devaux à Poissy, afin de maintenir la circulation.
- Une déviation piétonne continue et sécurisée sera mise en place de part et d'autre des travaux.

Article 2 :

Du 27 avril 2026 au 6 juillet 2026, une coordination devra être assurée avec les autres travaux concessionnaires du Tram13, afin de garantir en permanence un cheminement piéton continu et sécurisé et une circulation dans les deux sens dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

Article 3 :

Du 27 avril 2026 au 6 juillet 2026, la société Jean Lefebvre sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes en dérogation de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

Article 4 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

Article 8 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 2 avril 2026

Le Maire
Conseillère régionale d'Île-de-France

#signature#

Sandrine BERNO DOS SANTOS

Document publié sur le [site de la ville](#) le 03/04/2026